

Dissertation : Dans quelle mesure les instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement sont-ils efficaces ?

Lors des accords de Paris en 2015, la France s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 37% d'ici à 2030. Cependant, force est de constater qu'elle est loin de son objectif. Les instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités sont des moyens pour inciter ou contraindre les agents économiques à réduire leurs émissions. Les externalités négatives sont les conséquences négatives d'un agent économique sur un autre sans qu'ils ne fassent l'objet d'une transaction sur le marché. Quels sont donc les avantages et les inconvénients de ces instruments dans la lutte contre les externalités négatives ? Nous verrons dans un premier temps qu'ils permettent de lutter en partie contre ces dernières puis nous verrons qu'ils comportent chacun des limites.

I-Les instruments de politiques climatiques permettent en partie de lutter contre les externalités négatives**A-La réglementation permet de lutter contre les externalités négatives**

La réglementation est l'ensemble des mesures juridiques mises en place par les pouvoirs publics pour encadrer les activités économiques et sociales. Il y a trois types de normes : les normes d'émission et de rejet qui visent à empêcher les pollueurs à ne pas déverser plus d'une certaine quantité de polluants dans l'environnement, les normes de procédés qui visent à obliger l'utilisation de technologies spécifiques pour réduire les émissions (biens alimentaires, interdiction de certains pesticides) et enfin les normes de produits qui décrivent les exigences auxquels doivent répondre le produit (voitures). C'est la méthode la plus utilisée car la plus simple à mettre en place et le résultat est garanti car les entreprises sont obligées d'innover pour changer leur méthode de production. Par exemple, les véhicules thermiques seront a priori interdits d'ici à 2030 en Europe. D'ailleurs, les pays qui ont réduit le plus leurs émissions de CO₂ sont les pays qui ont mis en place des réglementations dans le domaine climatique. Ainsi, l'Europe a réduit de 26.2% ses émissions entre 1990 et 2018 selon le Ministère de la transition écologique. Au contraire, la Chine les a augmentées de 369.5%. Si les contrôles sont efficaces, cela permettra de faire diminuer la quantité de CO₂ émise par le transport des véhicules et donc les externalités négatives produites par les conséquences de la pollution.

B-La taxation permet de lutter contre les externalités négatives

Mesure prise par les pouvoirs publics, qui consiste à prélever une redevance sur un produit, ce qui augmente les prix. Les taxes donnent un prix aux atteintes à l'environnement. Elles contribuent à rendre les biens environnementaux payants et non plus gratuits. Les externalités sont ainsi internalisées. Les pouvoirs publics fixent le niveau de la taxe au prix correspondant à la valeur que la société accorde à la protection des ressources. La taxe contribue à augmenter les coûts de production de l'entreprise. L'entreprise va donc réduire sa pollution si le coût marginal de dépollution est inférieur au prix de la taxe. Les exemples de taxes sont multiples : péage urbain à Milan, taxe carbone, TICC

(taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes), taxe sur les transports, l'énergie... Les avantages est que la taxe n'est pas contraignante pour l'entreprise mais incitative. En effet, toutes les entreprises n'ont pas les mêmes couts de dépollution et cela permet de s'adapter à toutes. Celles qui disposent de coûts de dépollution plus faibles vont réduire davantage leur pollution que les autres. Certaines entreprises choisissent de dépolluer, d'autres de payer la taxe, ce qui incite les entreprises à trouver d'autres méthodes de production moins polluantes. Ainsi, grâce à la taxe carbone, la Suède a réduit ses émissions de 23%. La taxe permet également à l'Etat d'avoir des ressources fiscales avec lesquelles il peut investir dans des énergies plus propres. Par exemple, le malus écologique (document 3) ont pour objectif de décourager les ménages et les entreprises d'acheter des véhicules polluants. Les mesures de taxation permettent donc d'internaliser les externalités et donc de les réduire.

C-Les marchés de quotas d'émissions permettent de lutter contre les externalités négatives

Les marchés de quotas d'émissions sont un système dans lequel les pollueurs peuvent échanger des quotas d'émissions alloués par les pouvoirs publics. Les offreurs vendent leurs quotas inutilisés aux demandeurs pour qui l'allocation initiale était insuffisante. Un prix du quota émerge et incite les pollueurs à tenir compte des externalités négatives qu'ils engendrent. C'est R. Coase qui a préconisé l'attribution de droits de propriété sur les biens environnementaux pour inciter à dépolluer. Dans l'UE a été mis en place en 2005 le système communautaire d'échange de quotas d'émission SCEQE, ou permis d'émissions négociables : droits à émettre en quantités limités de polluants qui peuvent être achetés et vendus par les pollueurs. C'est la Commission européenne qui décide de leur nombre. Les avantages sont qu'elles incitent les entreprises à réduire leur pollution tout en prenant en compte les différents couts de dépollution. En effet, celles qui ont un cout de dépollution faible vont davantage dépolluer pour pouvoir vendre leurs permis d'émissions à d'autres entreprises qui ont un cout de dépollution plus élevé. Il permet de prévoir la quantité de GES émise. Ces marchés bénéficient d'une forte acceptabilité.

II-Cependant, les instruments de politiques climatiques présentent des limites dans la lutte contre les externalités négatives

A-Les mesures règlementaires contraignent plus qu'elles n'incitent

Les mesures règlementaires présentent plusieurs inconvénients. En effet, elles nécessitent des contrôles et donc la lourdeur administrative est importante. Elles ne disposent pas d'un caractère incitatif, elles sont contraignantes car elles imposent à tous les agents la même règle et ne concentrent pas les efforts de dépollution aux entreprises pour qui cela revient moins cher de dépolluer. Elles ne s'appliquent que sur les produits neufs (pour les normes de produits). Les mesures règlementaires sont donc insuffisantes à elles seules pour réduire les externalités négatives.

B-Les mesures de taxation présentent des limites

Le taux optimal de la taxe est difficile à définir. Il y a également un risque de dumping et de perte de compétitivité des entreprises si les partenaires commerciaux ne sont pas soumis aux mêmes taxes. En effet, la taxe augmente les coûts de production des entreprises. De plus, il y a le problème de l'incidence fiscale (augmentation du prix des produits, pèsent sur les ménages au lieu des entreprises) mais aussi des effets récessifs sur les revenus et donc davantage pénalisant pour les bas revenus. En effet, selon un rapport sur l'impact environnemental du budget de l'Etat en 2021, la fiscalité énergétique représentent 4.5% du budget total du 20% des ménages le plus modestes contre 1.25% des 20% des ménages les plus riches. Les taxes énergétiques ont donc plus d'impact sur les plus pauvres alors que ce sont eux qui génèrent le moins d'externalités négatives sur l'environnement (car ils consomment moins). Enfin, les entreprises ont une faible acceptabilité de la taxe (ex : écotaxe sur

les poids lourds en 2014). Les mesures de taxation comportent donc plusieurs limites qui ne permettent pas de réduire suffisamment les émissions de CO2 et leurs externalités négatives.

C-Le marché de quota d'émission n'a pas permis de réduire les externalités négatives

Tout d'abord, cet outil n'est pas adapté aux petites entreprises car les coûts de transaction sur le marché sont élevés, de plus, le système dans l'UE a été un échec. En effet, trop de permis ont été alloués, et certaines entreprises ont bénéficié d'un effet d'aubaine (Arcelor Mittal, cela leur a permis de gagner des millions d'euros). Aujourd'hui, le prix du carbone sur les marchés de quotas sont globalement plus faibles que la taxe carbone et donc sont moins incitatifs et moins efficaces. Le prix du carbone est volatile et cela n'envoie pas des incitations claires aux entreprises qui ont besoin de constance pour réaliser les investissements adéquats. Par exemple, le prix de la tonne de CO2 en Europe pour l'industrie est passé successivement de 23 euros en 2008 puis 4 euros en 2013 pour finalement remonter à 25 euros selon l'Observatoire climat-énergie. Les marchés de quotas ne seraient donc pas complètement efficaces pour réduire la pollution et les externalités négatives qu'elle génère.

Ainsi, les instruments climatiques permettent, quand ils sont bien utilisés, de réduire les externalités négatives sur l'environnement. Chaque instrument, que ce soit la taxe, la réglementation ou le marché de quota a des avantages qui lui sont propres. Il est donc intéressant de les utiliser de manière conjointe. Cependant, chacun de ces instruments comportent des limites. Ils n'ont donc pas permis à la France par exemple d'atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris. Si ces instruments ne sont pas complètement efficaces pour lutter contre le dérèglement climatique, faut-il alors envisager une décroissance de notre production ?

Epreuve composée

Mobilisation des connaissances : Montrez que la différenciation des produits peut expliquer le commerce entre pays comparable.

Les pays comparables sont des pays qui ont des dotations factorielles et technologiques proches. Même si deux pays ont les mêmes avantages comparatifs, ils peuvent avoir intérêt à échanger pour profiter d'une diversité de produit. La différenciation des produits est l'ensemble des actions pour les entreprises de se démarquer des concurrentes (taille, forme, couleur, design...) afin de gagner des parts de marché. C'est une explication du commerce intrabranche qui est une part de plus en plus importante du commerce international. Il s'agit de l'ensemble des échanges qui concernent les produits d'un même secteur. En effet, les consommateurs demandent de plus en plus de diversité. Par exemple, les Allemands achètent des voitures italiennes pour leur sportivité et les Italiens, des voitures allemandes pour leur fiabilité. Les échanges internationaux sont alors le moyen pour les consommateurs d'avoir accès à une diversité d'entreprises et donc de modèles, ce qui augmente leur satisfaction. Cela est renforcé par les publicités qui accentuent cette différenciation.

Etude de document

Question 1 : Comparez les diplômes détenus par les 25-34 ans, d'une part et les 55-64 ans d'autre part.

12% des 25-34 ans n'ont aucun diplôme selon l'INSEE en 2022 contre 27% des 55-64 ans soit plus du double. Les plus âgés sont donc moins diplômés que les plus jeunes. Quand ils sont diplômés, ils ont plus souvent des CAP ou BEP pour un tiers d'entre eux, contre seulement 17% pour les plus jeunes,

soit deux fois moins. Les plus jeunes, au contraire, ont plus souvent des diplômes du supérieur long. En effet, 38% des 25-34 ans ont un diplôme du supérieur à Bac +2 contre seulement 15% des plus de 55 ans.

Question 2 : A l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que l'élévation du niveau de qualification est une explication de l'évolution de la structure socioprofessionnelle en France.

Les qualifications sont l'ensemble des aptitudes et compétences requises pour occuper un emploi. On assiste depuis les années 1980 à une hausse de la qualification des individus ce qui a un impact sur la hausse de la qualification des emplois. En effet, la part des emplois de cadres et de professions intermédiaires ont augmenté depuis les années 1980. Parallèlement, on assiste à une baisse des emplois ouvriers peu qualifiés mais à une hausse des emplois de service peu qualifiés (assistante maternelle, aide-ménagère, aide à domicile) dont la demande est très dynamique. Le progrès technique a rendu nécessaire l'intervention d'un personnel qualifié dans les entreprises. De plus, la taille de ces dernières augmentent, il faut donc plus de personnel encadrant (cadres) pour manager les employés. Enfin, les secteurs de service comme l'éducation ou la santé se sont développés et nécessite des personnels qualifiés (professions intellectuelles supérieures) telles que les professeurs ou les médecins en hôpitaux. Cette dynamique de la structure socioprofessionnelle est aussi expliquée par la hausse du niveau de qualification des individus. D'après l'INSEE les 25-34 ans sont plus diplômés que leurs aînés. En effet, 38% des 25-34 ans ont un diplôme du supérieur à Bac +2 contre seulement 15% des plus de 55 ans, soit deux fois moins. Les individus étant plus qualifiés permettent une hausse du capital humain, ce qui permet aux entreprises d'innover. Or, le progrès technique nécessite une augmentation de la qualification des emplois et a donc un impact sur l'évolution de la structure socioprofessionnelle.

Raisonnement argumenté : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques.

Décider d'aller manifester, voter, consommer bio,... tous ces actes paraissent être le fruit de décisions individuelles. Pourtant, les sociologues analysent ces faits comme des actes sociaux étant liés aux variables sociodémographiques de l'individu. L'engagement politique peut se définir comme l'ensemble des formes d'activité politique que les individus peuvent réaliser pour exercer une influence sur les pouvoirs publics. En quoi l'engagement politique dépend-il des variables sociodémographiques ? Nous verrons qu'il dépend du sexe, de l'âge et de la génération et enfin de la classe sociale.

Tout d'abord, l'engagement politique dépend du sexe. En effet, quel que soit le type d'engagement, les femmes sont moins présentes. Par exemple, elles sont 16% à faire partie d'une association sportive en 2016 selon l'INSEE contre 23% des hommes, soit un écart de 7 points de %. Quand elles sont plus nombreuses dans les associations, c'est souvent dans des domaines considérés comme féminins comme l'éducation ou l'aide en personnes en difficultés où elles sont 8% à en faire partie contre 6% chez les hommes. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons. Les hommes et les femmes n'ont pas la même position dans l'espace social, elles sont moins intégrées dans la sphère professionnelle et se sentent donc moins légitime pour prendre la parole en public et s'investir en politique. Les qualités pour réussir en politique restent avant tout des qualités considérées comme masculines : virilité, charisme, capacité à diriger et à décider, à supporter voir à aimer le conflit et la compétition... D'ailleurs les femmes qui réussissent en politique sont considérées comme ayant des qualités masculines (Aubry, Lagarde, Bachelot...). Les rôles des hommes et des femmes restent sexués (transmis pendant la socialisation) : l'homme dans la sphère public, la femme dans la sphère privée. D'ailleurs, même quand elles font de la politique, elles sont plus nombreuses au ministère concernant

la famille, le droit des femmes, l'éducation, la culture et reste peu nombreuses dans les postes les plus prisés comme le ministère de l'intérieur, de la justice, de l'économie. Dans la socialisation, on apprend aux femmes à être moins contestataires, plus discrètes et dociles que les hommes. Les femmes ont plus de contraintes à cause de la charge de la vie domestique, ce qui leur laisse moins de temps pour s'engager politiquement (garde des enfants, tâches domestiques....) et bien souvent subissent une surcharge de travail lorsque leur conjoint s'engage en politique.

L'engagement politique dépend également de l'âge et de la génération. L'âge est une donnée biologique qui mesure le temps entre la naissance et le temps présent alors que la génération représente une classe d'âge qui a vécu les mêmes choses au même moment de leur vie. Ainsi, la génération des soixante-huitards présentés dans le document 1 a été durablement marquée par la participation aux manifestations. Cela a produit chez eux un engagement durable en faveur de la liberté culturelle notamment. L'engagement politique dépend en partie de l'âge, en effet, les jeunes sont plus souvent protestataires, contestataires, révoltés et plus souvent contre le système politique en place, refuse d'avoir un chef de file (mouvement nuit debout). Ils sont donc plus souvent abstentionnistes et pense que la politique traditionnelle ne peut faire changer les choses. Ainsi, selon le document 3, les 18-24 ans sont 69% à s'abstenir aux élections législatives de 2022 contre 31% des plus de 70 ans, soit deux fois plus. L'engagement politique dépend surtout de la génération. En effet, la jeune génération est confrontée à des problèmes que n'ont pas eus les autres générations : la question environnementale, le chômage de masse, la précarisation du marché du travail, la menace terroriste. Leurs préoccupations ne sont donc pas les mêmes. De plus, ils ont également été socialisés dans une société plus individualiste plus instable et plus changeante (montée du populisme, demande de démocratie directe, défiance, mobilité électorale). Ils n'ont pas les mêmes repères identitaires que la génération précédente pour laquelle l'orientation idéologique était plus marquée et les partis politiques plus structurants. Leur participation politique est donc plus incertaine et plus changeante. Ils ne s'engagent pas en référence à leur groupe d'appartenance (car plus individualistes) mais pour une cause précise. Leur engagement a été qualifié de post-it (J.lon) car intermittent en fonction du moment. Ils utilisent beaucoup les réseaux sociaux et n'ont pas peur de se montrer et de se mettre en scène. Ils sont plus nombreux à se désintéressés de la politique car socialisé dans une société de défiance vis-à-vis du monde politique.

L'engagement politique dépend de la classe sociale. En effet, le niveau de diplôme (capital scolaire) est révélateur de connaissances et de capacités qui permettent de mieux comprendre la politique et donc de s'y engager plus facilement (argumentation, prise de parole en public, capacité à débattre à comprendre les programmes, les enjeux et les stratégies des adversaires,... Le diplôme et la profession donne un sentiment de légitimité pour s'engager (fort capital culturel, confiance en soi, sentiment de compétence...). Daniel Gaxie parle de Cens caché : en effet, le système nous donne à croire que chacun est égal devant les compétences politiques et le vote mais il y a en réalité une sélection cachées car tous les citoyens ne sont pas également préparés à l'engagement politique et n'ont donc pas le même sentiment de compétence. La plus forte intégration sociale des CPIS leur donne davantage d'occasion de s'engager, le capital social, le réseau leur permet de trouver des appuis à leurs engagements et des soutiens à leurs actions. Ainsi, selon une enquête d'IPSOS en 2022, sur 100 cadres, 53 sont abstentionnistes aux élections législatives contre 62 chez les ouvriers, soit un écart de 11 points de pourcentage. L'engagement politique dépend donc bien de la classe sociale.

L'engagement politique est donc un choix individuel mais qui dépend de variables sociales comme le sexe, la génération et la classe sociale. Ces différentes variables ne sont pas indépendantes les unes des autres. Ainsi, l'analyse sociologique permet de mieux comprendre le parcours et l'engagement politique des individus.